Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

# Horizon rural

Partenariat rural canadien | Équipe rurale du Quebec Printemps 2010

## La coop CONTACT : pour l'avenir d'une région

**Coopérative Nature Tourisme Aventure Connecté à la Terre (CONTACT)**
La coop CONTACT est l'histoire de jeunes Gaspésiens qui se sont retroussés les manches pour faire bouger les choses dans leur région. La coopérative de travailleurs a d'abord été créée dans la municipalité de Bonaventure pour offrir du travail aux gens. En réaction aux fermetures de nombreuses industries de la Gaspésie, les membres ont voulu se donner des moyens pour combattre la crise économique. Ils ont alors fait de CONTACT une coopérative de solidarité avec l'objectif de relancer l'économie locale et de contrer l'exode de la population. Ses promoteurs avaient une passion réelle pour leur communauté qui les a poussés à imaginer des solutions afin d'empêcher le déclin de leur milieu de vie.

De la coopérative de solidarité est né un rêve encore plus ambitieux: faire de CONTACT un projet de société qui assurera l'avenir de la région de manière permanente. Les cinq membres fondateurs ont travaillé d'arrache-pied pour faire de leur rêve une réalité en transformant CONTACT en un laboratoire sur le développement durable.

Depuis mars 2008, la coopérative a de nouveaux objectifs qui aident à définir ce qu'est un laboratoire sur le développement durable. Tout d'abord, un comité de chercheurs travaille très fort à trouver des manières de rendre les communautés rurales viables à long terme. Un autre groupe se penche sur la mise en place d'un village rural du futur! Il s'agit d'un site touristique où modernité, qualité de vie et écologie se côtoieront pour que les visiteurs puissent témoigner des possibilités du monde rural.

Le dernier objectif est de mettre en valeur les ressources naturelles du milieu. Pour le moment, un groupe offre et développe des produits pour la construction écologique, comme des rampes rustiques, des gouttières de bois, des toitures de mélèze et bien d'autres.

CONTACT est l'exemple parfait d'une région qui s'est prise en main pour assurer son avenir! Une quarantaine de collectivités de la Gaspésie bénéficient présentement de ce projet innovateur. La preuve qu'il faut croire en ses rêves pour changer le monde!

Pour plus d'information visitez le site www.contactfutur.com.

## 2012: Année internationale des coopératives

De gauche à droite: Mme Carol Hunter, directrice générale de l'Association des coopératives du Canada, Mme Marthe Hamelin, présidente du Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, et l'honorable Jean-Pierre Blackburn, ministre des Anciens combattants et ministre d'État (Agriculture).

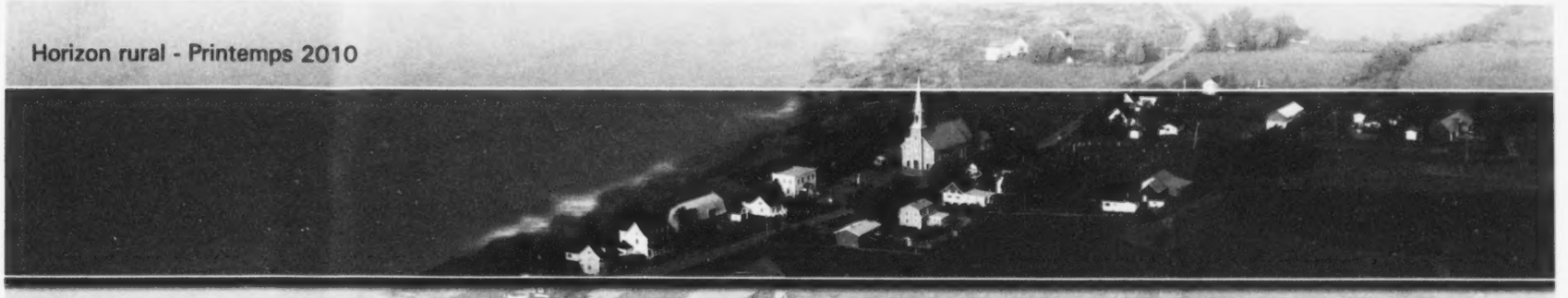
L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a récemment adopté une résolution sur le rôle des coopératives dans le développement social. L'honorable Jean-Pierre Blackburn, ministre des Anciens combattants et ministre d'État (Agriculture) a annoncé l'accueil favorable du Canada à cette résolution proclamant 2012 l'Année internationale des coopératives. En tant que ministre responsable des affaires rurales et aux coopératives, le ministre Blackburn souhaite que cette initiative contribue à améliorer la reconnaissance du mouvement coopératif.

Pour plus d'information sur l'Année internationale des coopératives au Canada, consultez le www.coop.gc.ca.

## Dans ce numéro

La coop CONTACT: pour l'avenir d'une région....1
2012: Année internationale des coopératives....1
La cartographie interactive au service des communautés: deux histoires à succès....2
Votre collectivité, votre information....2
Le transport collectif en milieu rural: on embarque!....3
Santé aux collectivités rurales anglophones....3
Le Nunavik: une région à découvrir....4

Canada



# La cartographie interactive au service des communautés : deux histoires à succès

Bien qu'à des centaines de kilomètres de distance l'un de l'autre, des communautés cries du Nord québécois ainsi qu'un organisme de gestion par bassin versant de l'Estrie ont sensiblement les mêmes besoins: approfondir leur connaissance des ressources disponibles sur leur territoire afin de mieux les gérer. Pour ce faire, ils ont développé un outil de cartographie interactive, accessible en tout temps à partir de leurs sites Web respectifs.

**Tourisme Eeyou Istchee**

Les neuf communautés cries du territoire Eeyou Istchee désiraient trouver des solutions aux problèmes d'utilisation de leurs terres, notamment ceux de l'exploitation forestière et minière ainsi que de l'aménagement hydroélectrique. Il devenait donc impératif de rassembler toute l'information disponible et de la rendre accessible aux membres de la communauté. Les Cris ont donc mis en place un Geoportail web convivial (creetourism.ca) offrant de l'information géospatiale aux collectivités cries. Celles-ci s'en servent dans leurs activités de planification, dans leur processus décisionnel, dans leurs discussions et dans leurs recherches sur la gestion des ressources et le développement touristique. Le portail utilise des données cartographiques numériques de la GéoBase, une initiative fédérale-provinciale ayant pour but d'offrir des données cartographiques de qualité, à jour, et disponibles sans frais et sans restriction d'utilisation.

**Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)**

Le projet de « Portail de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François : à la confluence de l'information et de l'action » est un projet dont le COGESAF rêvait depuis longtemps. Pour le réaliser, le COGESAF a utilisé les données du Réseau hydro national de GéoBase afin de développer une cartographie interactive du bassin versant. Cet outil de visualisation permet de mettre en lien le réseau hydrographique, les données de qualité de l'eau, les limites de bassin versant et les limites administratives.

Un projet comme celui du COGESAF est rassembleur puisqu'il permet à des groupes aussi variés que des élus municipaux, agriculteurs, forestiers, chercheurs, entrepreneurs, et la population d'obtenir un portrait actualisé de leur bassin versant. De plus, d'autres organismes de bassin versant au Québec peuvent bénéficier de l'expertise de l'équipe du COGESAF pour leur région et leurs besoins.

**GéoBase**

GéoBase est une initiative des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, parrainée par le Conseil canadien de la géomatique (COCG). Afin de mener à bien leur projet, les communautés cries et le COGESAF ont pu profiter d'un financement de GéoConnexions, un programme national de partenariat dirigé par Ressources naturelles Canada. Les données de GéoBase sont gratuites et accessibles en tout temps.

## Pour plus d'information:

GéoBase : www.geobase.ca

GéoConnexions : www.geoconnexions.org/

COGESAF : http://www.cogesaf.qc.ca/

Tourisme Eeyou Istchee : Creetourism.ca

Ressources naturelles Canada
(Centre d'information topographique, Sherbrooke):
www.cits.rncan.gc.ca

# Votre collectivité, votre information

Elaborer un projet communautaire, démarrer son entreprise et étudier le potentiel économique de sa région nécessitent d'avoir accès à des données statistiques à portée de mains.

À chaque cinq ans, Statistique Canada recueille une panoplie d'information sur la société canadienne grâce au recensement. La Base de données sur les collectivités (BDC) est un outil disponible gratuitement en ligne qui permet de synthétiser les informations des recensements de 1996, 2001 et 2006. À l'aide de tableaux, elle permet de dresser un portrait des atouts régionaux de nos collectivités et d'en apprendre davantage sur leur diversité économique, sociale et culturelle.

Cet accès simplifié est offert à tous, tant au chercheur qui désire obtenir des statistiques démographiques qu'à l'agriculteur qui recherche des marchés fiables ou encore aux agents de développement économique qui travaillent en planification stratégique dans des régions dépendantes des ressources naturelles.

Un organisme sans but lucratif qui soutient l'employabilité et le développement économique communautaire dans les collectivités anglophones du Québec, utilise cet outil pour dresser un portrait des régions anglophones de la province.

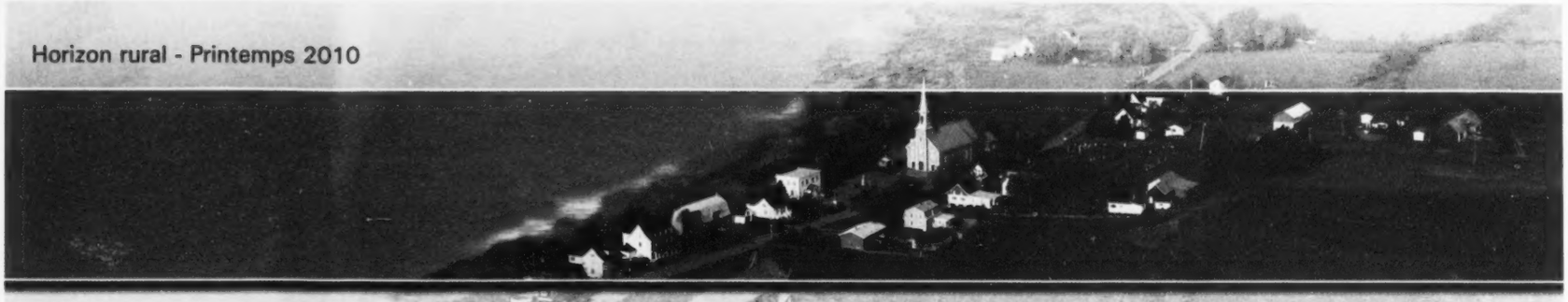
« La Base de données sur les collectivités nous permet de dresser le portrait socio-économique d'une région en un clin d'œil et de connaître les principales caractéristiques d'une collectivité anglophone tout en nous donnant une perspective plus large, souligne l'agent provincial de développement de la *Community Table*, Grant Myers. Cet outil nous permet de créer des graphiques et des cartes faciles à comprendre et de les partager avec les organisations avec lesquelles on travaille. »

La *Community Table* chapeaute plusieurs comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) situés partout au Québec. Les CEDEC encouragent les organismes sur le terrain à développer leur potentiel économique, ce qui nécessite parfois de connaître des statistiques comme le niveau de scolarité, le taux d'emploi, le revenu moyen ou encore d'identifier les principales zones industrialisées.

Que ce soit pour contribuer à bâtir l'industrie touristique des Îles-de-la-Madeleine ou pour organiser un festival de motocyclette dans une collectivité de l'Outaouais, la *Community Table* a besoin de toutes les ressources à sa disposition : « Nous ne possédons pas les ressources humaines ni l'argent nécessaire pour mener des études statistiques d'envergure. Nous préférons donc utiliser des outils déjà existants comme la BDC, poursuit Grant Myers. Quand on offre aux citoyens à la fois des statistiques et les outils nécessaires pour les comprendre, on leur offre le pouvoir de se prendre en main. »

La BDC a été développée par le Partenariat rural du Canada en collaboration avec des partenaires provinciaux, territoriaux et communautaires. Consultez cet outil gratuitement, à l'adresse www.cid-bdc.ca.

Pour plus d'information sur la *Community Table* et les CEDEC, consultez le site Web www.cedec.ca.



# La cartographie interactive au service des communautés : deux histoires à succès

Bien qu'à des centaines de kilomètres de distance l'un de l'autre, des communautés cries du Nord québécois ainsi qu'un organisme de gestion par bassin versant de l'Estrie ont sensiblement les mêmes besoins: approfondir leur connaissance des ressources disponibles sur leur territoire afin de mieux les gérer. Pour ce faire, ils ont développé un outil de cartographie interactive, accessible en tout temps à partir de leurs sites Web respectifs.

**Tourisme Eeyou Istchee**

Les neuf communautés cries du territoire Eeyou Istchee désiraient trouver des solutions aux problèmes d'utilisation de leurs terres, notamment ceux de l'exploitation forestière et minière ainsi que de l'aménagement hydroélectrique. Il devenait donc impératif de rassembler toute l'information disponible et de la rendre accessible aux membres de la communauté. Les Cris ont donc mis en place un Geoportail web convivial (creetourism.ca) offrant de l'information géospatiale aux collectivités cries. Celles-ci s'en servent dans leurs activités de planification, dans leur processus décisionnel, dans leurs discussions et dans leurs recherches sur la gestion des ressources et le développement touristique. Le portail utilise des données cartographiques numériques de la GéoBase, une initiative fédérale-provinciale ayant pour but d'offrir des données cartographiques de qualité, à jour, et disponibles sans frais et sans restriction d'utilisation.

**Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)**

Le projet de « Portail de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François : à la confluence de l'information et de l'action » est un projet dont le COGESAF rêvait depuis longtemps. Pour le réaliser, le COGESAF a utilisé les données du Réseau hydro national de GéoBase afin de développer une cartographie interactive du bassin versant. Cet outil de visualisation permet de mettre en lien le réseau hydrographique, les données de qualité de l'eau, les limites de bassin versant et les limites administratives.

Un projet comme celui du COGESAF est rassembleur puisqu'il permet à des groupes aussi variés que des élus municipaux, agriculteurs, forestiers, chercheurs, entrepreneurs, et la population d'obtenir un portrait actualisé de leur bassin versant. De plus, d'autres organismes de bassin versant au Québec peuvent bénéficier de l'expertise de l'équipe du COGESAF pour leur région et leurs besoins.

**GéoBase**

GéoBase est une initiative des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, parrainée par le Conseil canadien de la géomatique (COCG). Afin de mener à bien leur projet, les communautés cries et le COGESAF ont pu profiter d'un financement de GéoConnexions, un programme national de partenariat dirigé par Ressources naturelles Canada. Les données de GéoBase sont gratuites et accessibles en tout temps.

## Pour plus d'information:

GéoBase : www.geobase.ca

GéoConnexions : www.geoconnexions.org/

COGESAF : http://www.cogesaf.qc.ca/

Tourisme Eeyou Istchee : Creetourism.ca

Ressources naturelles Canada
(Centre d'information topographique, Sherbrooke):
www.cits.rncan.gc.ca

# Votre collectivité, votre information

Elaborer un projet communautaire, démarrer son entreprise et étudier le potentiel économique de sa région nécessitent d'avoir accès à des données statistiques à portée de mains.

À chaque cinq ans, Statistique Canada recueille une panoplie d'information sur la société canadienne grâce au recensement. La Base de données sur les collectivités (BDC) est un outil disponible gratuitement en ligne qui permet de synthétiser les informations des recensements de 1996, 2001 et 2006. À l'aide de tableaux, elle permet de dresser un portrait des atouts régionaux de nos collectivités et d'en apprendre davantage sur leur diversité économique, sociale et culturelle.

Cet accès simplifié est offert à tous, tant au chercheur qui désire obtenir des statistiques démographiques qu'à l'agriculteur qui recherche des marchés fiables ou encore aux agents de développement économique qui travaillent en planification stratégique dans des régions dépendantes des ressources naturelles.

Un organisme sans but lucratif qui soutient l'employabilité et le développement économique communautaire dans les collectivités anglophones du Québec, utilise cet outil pour dresser un portrait des régions anglophones de la province.

« La Base de données sur les collectivités nous permet de dresser le portrait socio-économique d'une région en un clin d'œil et de connaître les principales caractéristiques d'une collectivité anglophone tout en nous donnant une perspective plus large, souligne l'agent provincial de développement de la *Community Table*, Grant Myers. Cet outil nous permet de créer des graphiques et des cartes faciles à comprendre et de les partager avec les organisations avec lesquelles on travaille. »

La *Community Table* chapeaute plusieurs comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) situés partout au Québec. Les CEDEC encouragent les organismes sur le terrain à développer leur potentiel économique, ce qui nécessite parfois de connaître des statistiques comme le niveau de scolarité, le taux d'emploi, le revenu moyen ou encore d'identifier les principales zones industrialisées.

Que ce soit pour contribuer à bâtir l'industrie touristique des Îles-de-la-Madeleine ou pour organiser un festival de motocyclette dans une collectivité de l'Outaouais, la *Community Table* a besoin de toutes les ressources à sa disposition : « Nous ne possédons pas les ressources humaines ni l'argent nécessaire pour mener des études statistiques d'envergure. Nous préférons donc utiliser des outils déjà existants comme la BDC, poursuit Grant Myers. Quand on offre aux citoyens à la fois des statistiques et les outils nécessaires pour les comprendre, on leur offre le pouvoir de se prendre en main. »

La BDC a été développée par le Partenariat rural du Canada en collaboration avec des partenaires provinciaux, territoriaux et communautaires. Consultez cet outil gratuitement, à l'adresse www.cid-bdc.ca.

Pour plus d'information sur la *Community Table* et les CEDEC, consultez le site Web www.cedec.ca.

# Le transport collectif en milieu rural: on embarque!

Le transport collectif en milieu rural gagne de plus en plus en popularité au grand bénéfice des citoyens ruraux qui peuvent désormais profiter pleinement de leur région et des collectivités adjacentes. Au Québec seulement, on dénombre 66 organismes de transport collectif rural dans autant de collectivités.

Les promoteurs des organisations de transport collectif en milieu rural travaillent à l'établissement de partenariats avec des services de transport déjà existants sur leur territoire, ce qui leur permet de négocier des tarifs avantageux pour leurs membres. Créées entre autres pour répondre aux besoins criants des personnes âgées qui désiraient se rendre dans des établissements de soins de santé, les organisations de transport collectif permettent aujourd'hui à des étudiants de se rendre à leurs activités sportives ou encore à certaines personnes de parvenir à leur lieu de travail.

En 2003, l'Association des transports collectifs ruraux du Québec a été créée pour organiser les services de transport collectif dans l'ensemble de la province et pour accompagner les organisations régionales.

Aujourd'hui présidente de cette association, Micheline Verreault a démarré la toute première organisation de transport collectif en créant Transport ajusté 2000 sur le territoire de la collectivité de Matane en 1999. « Beaucoup de gens ont pris notre modèle et l'ont ajusté avec leurs couleurs régionales pour répondre aux besoins spécifiques de la population de leur municipalité ».

C'est notamment le cas de la Corporation de transports collectifs de Maskinongé qui vient tout juste de fêter sa cinquième année d'existence. « C'est un projet qui doit venir du milieu, souligne la directrice générale de la Corporation, Valérie Bellerose. Cela a pris environ trois ans de préparation pour démarrer la Corporation de transports collectifs de Maskinongé. »

Depuis son ouverture, la Corporation de Maskinongé a accueilli environ 350 membres dont 170 sont toujours actifs. « Nous avons une clientèle décentralisée. Les gens ont recours à nos services lorsque leur voiture tombe en panne ou lorsqu'ils sont mal pris », explique Valérie Bellerose.

## Pour bien démarrer...

Bien que le domaine des transports soit de juridiction provinciale, Transports Canada se fait un devoir de documenter les projets de transport collectif et de partager les résultats afin de mieux outiller les citoyens ruraux. Parmi certaines de ses initiatives, Transports Canada a mis sur pied le programme Sur la route du transport durable dans le but d'appuyer des projets qui renferment des outils d'éducation, de sensibilisation et d'analyse nécessaires pour que le transport durable devienne réalité.

Une deuxième initiative, le programme écoMOBILITÉ vise quant à elle à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique en optant pour des transports plus écologiques. Et qui dit transport écologique, dit transport collectif rural. Ce programme vise à la fois à contribuer à des initiatives locales de gestion de la demande en transport et à améliorer la capacité des professionnels et des décideurs à mettre en œuvre ces approches. Dans le cadre de ce programme, un guide des meilleures pratiques, nommé *Amélioration des options de transport dans les petites collectivités et milieux ruraux* a été publié pour les praticiens qui désirent identifier, évaluer, développer et mettre en place des options de transport durable.

Pour plus d'information sur ces programmes, consultez le site Web de Transports Canada: www.tc.gc.ca .

# Santé aux communautés rurales anglophones!

La communauté minoritaire anglophone au Québec se chiffre à près d'un million d'individus répartis dans plusieurs régions. À titre d'exemple, environ 10% de la population de la région Gaspésie-Île-de-la-Madeleine est composée d'anglophones. Santé Canada œuvre pour aider les résidants de cette communauté à obtenir l'accès aux services de santé dans leur langue.

Santé Canada finance plusieurs projets gérés par le Réseau communautaire de santé et de services sociaux du Québec (RCSSS). L'Initiative de réseautage et de partenariats ainsi que le Projet concernant la santé de la population sont deux exemples concrets de réalisations auprès des communautés rurales.

L'Initiative de réseautage et de partenariats est conçue pour aider les collectivités minoritaires de langue anglaise du Québec à maintenir et à améliorer leur accès aux soins de santé et aux services sociaux. Dix-huit réseaux communautaires répartis dans plusieurs régions du Québec font présentement l'objet de financement. Des organismes tels que *North Shore Community Association*, *Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda* et *Council for Anglophone Magdalen Islanders* participent à ce projet.

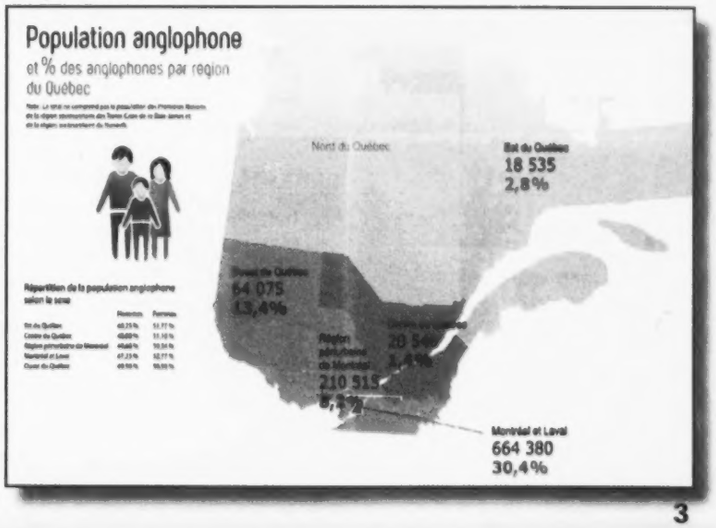
Ces organismes communautaires aident les collectivités minoritaires de leur région à développer des partenariats avec le système de santé et de services sociaux. Ils sont aussi chargés de la création, de la gestion et de la mise en œuvre de projets de promotion de la santé dans leurs régions respectives.

Le Projet concernant la santé de la population vise quant à lui à inciter les collectivités anglophones à découvrir les programmes de santé publique offerts dans leur région et à développer des liens entre la collectivité et les professionnels de la santé publique. En 2009-2010, 14 initiatives réparties dans 11 régions du Québec ont été mises en œuvre.

L'une d'entre elles a été réalisée dans les régions de l'Estrie et de la Montérégie par l'Association des Townshippers. Le projet visait à produire le troisième volet de la trilogie «*We Can Act*», un spectacle humoristique ayant pour thème les soins de santé et de services sociaux.

Cette pièce de théâtre musicale, produite en consultation avec les fournisseurs de soins de santé et de services sociaux de ces deux régions, fournit de l'information sur la contribution des membres de la communauté au développement de partenariats avec les fournisseurs en santé publique ainsi que sur la mise sur pied de groupes communautaires.

Pour en savoir plus sur les projets qui touchent votre région, n'hésitez pas à contacter le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle au 613-957-8987.



# Le transport collectif en milieu rural: on embarque!

Le transport collectif en milieu rural gagne de plus en plus en popularité au grand bénéfice des citoyens ruraux qui peuvent désormais profiter pleinement de leur région et des collectivités adjacentes. Au Québec seulement, on dénombre 66 organismes de transport collectif rural dans autant de collectivités.

Les promoteurs des organisations de transport collectif en milieu rural travaillent à l'établissement de partenariats avec des services de transport déjà existants sur leur territoire, ce qui leur permet de négocier des tarifs avantageux pour leurs membres. Créées entre autres pour répondre aux besoins criants des personnes âgées qui désiraient se rendre dans des établissements de soins de santé, les organisations de transport collectif permettent aujourd'hui à des étudiants de se rendre à leurs activités sportives ou encore à certaines personnes de parvenir à leur lieu de travail.

En 2003, l'Association des transports collectifs ruraux du Québec a été créée pour organiser les services de transport collectif dans l'ensemble de la province et pour accompagner les organisations régionales.

Aujourd'hui présidente de cette association, Micheline Verreault a démarré la toute première organisation de transport collectif en créant Transport ajusté 2000 sur le territoire de la collectivité de Matane en 1999. « Beaucoup de gens ont pris notre modèle et l'ont ajusté avec leurs couleurs régionales pour répondre aux besoins spécifiques de la population de leur municipalité ».

C'est notamment le cas de la Corporation de transports collectifs de Maskinongé qui vient tout juste de fêter sa cinquième année d'existence. « C'est un projet qui doit venir du milieu, souligne la directrice générale de la Corporation, Valérie Bellerose. Cela a pris environ trois ans de préparation pour démarrer la Corporation de transports collectifs de Maskinongé. »

Depuis son ouverture, la Corporation de Maskinongé a accueilli environ 350 membres dont 170 sont toujours actifs. « Nous avons une clientèle décentralisée. Les gens ont recours à nos services lorsque leur voiture tombe en panne ou lorsqu'ils sont mal pris », explique Valérie Bellerose.

## Pour bien démarrer...

Bien que le domaine des transports soit de juridiction provinciale, Transports Canada se fait un devoir de documenter les projets de transport collectif et de partager les résultats afin de mieux outiller les citoyens ruraux. Parmi certaines de ses initiatives, Transports Canada a mis sur pied le programme Sur la route du transport durable dans le but d'appuyer des projets qui renferment des outils d'éducation, de sensibilisation et d'analyse nécessaires pour que le transport durable devienne réalité.

Une deuxième initiative, le programme écoMOBILITÉ vise quant à elle à réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique en optant pour des transports plus écologiques. Et qui dit transport écologique, dit transport collectif rural. Ce programme vise à la fois à contribuer à des initiatives locales de gestion de la demande en transport et à améliorer la capacité des professionnels et des décideurs à mettre en œuvre ces approches. Dans le cadre de ce programme, un guide des meilleures pratiques, nommé *Amélioration des options de transport dans les petites collectivités et milieux ruraux* a été publié pour les praticiens qui désirent identifier, évaluer, développer et mettre en place des options de transport durable.

Pour plus d'information sur ces programmes, consultez le site Web de Transports Canada: www.tc.gc.ca .

# Santé aux communautés rurales anglophones!

La communauté minoritaire anglophone au Québec se chiffre à près d'un million d'individus répartis dans plusieurs régions. À titre d'exemple, environ 10% de la population de la région Gaspésie-Île-de-la-Madeleine est composée d'anglophones. Santé Canada œuvre pour aider les résidants de cette communauté à obtenir l'accès aux services de santé dans leur langue.

Santé Canada finance plusieurs projets gérés par le Réseau communautaire de santé et de services sociaux du Québec (RCSSS). L'Initiative de réseautage et de partenariats ainsi que le Projet concernant la santé de la population sont deux exemples concrets de réalisations auprès des communautés rurales.

L'Initiative de réseautage et de partenariats est conçue pour aider les collectivités minoritaires de langue anglaise du Québec à maintenir et à améliorer leur accès aux soins de santé et aux services sociaux. Dix-huit réseaux communautaires répartis dans plusieurs régions du Québec font présentement l'objet de financement. Des organismes tels que *North Shore Community Association*, *Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda* et *Council for Anglophone Magdalen Islanders* participent à ce projet.

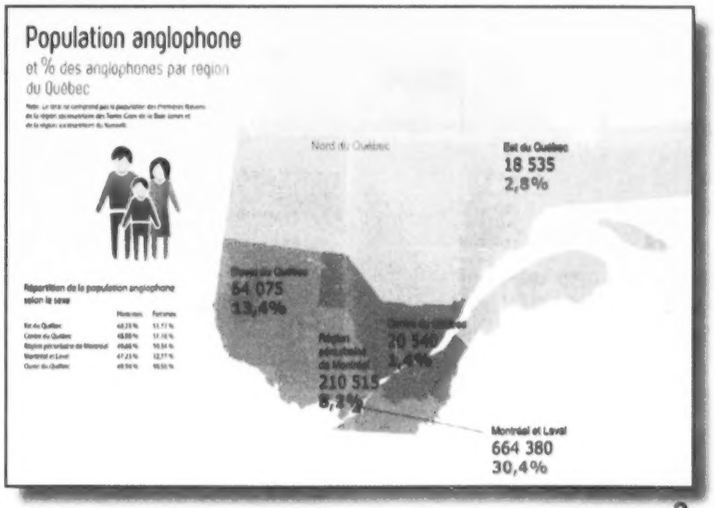
Ces organismes communautaires aident les collectivités minoritaires de leur région à développer des partenariats avec le système de santé et de services sociaux. Ils sont aussi chargés de la création, de la gestion et de la mise en œuvre de projets de promotion de la santé dans leurs régions respectives.

Le Projet concernant la santé de la population vise quant à lui à inciter les collectivités anglophones à découvrir les programmes de santé publique offerts dans leur région et à développer des liens entre la collectivité et les professionnels de la santé publique. En 2009-2010, 14 initiatives réparties dans 11 régions du Québec ont été mises en œuvre.

L'une d'entre elles a été réalisée dans les régions de l'Estrie et de la Montérégie par l'Association des Townshippers. Le projet visait à produire le troisième volet de la trilogie «*We Can Act*», un spectacle humoristique ayant pour thème les soins de santé et de services sociaux.

Cette pièce de théâtre musicale, produite en consultation avec les fournisseurs de soins de santé et de services sociaux de ces deux régions, fournit de l'information sur la contribution des membres de la communauté au développement de partenariats avec les fournisseurs en santé publique ainsi que sur la mise sur pied de groupes communautaires.

Pour en savoir plus sur les projets qui touchent votre région, n'hésitez pas à contacter le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle au 613-957-8987.



# Le Nunavik: une région à découvrir!

Situé au nord du 55e parallèle, le Nunavik est une région encore fort méconnue de la majorité des Québécois.

C'est en 1912 que ce territoire a été transféré au Québec. Auparavant, le Nunavik était sous la juridiction du gouvernement fédéral et faisait partie des Territoires du Nord-Ouest. En signant cette entente, le Québec s'est engagé à reconnaître et à négocier les droits des Inuit sur ce territoire.

Le Nunavik compte plus de 11 000 habitants, dont 90% sont des Inuit répartis dans 14 collectivités situées le long de la baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava, où se trouve la capitale régionale, Kuujjuaq. Puisque aucune route ne relie ces collectivités, les seuls moyens de transport sont l'avion et la desserte pendant les mois d'été.

L'économie est basée sur les activités traditionnelles de subsistance, les services gouvernementaux et paragouvernementaux, les activités de transport, les mines, le tourisme et l'art inuit. Tout comme les autres Québécois, les Inuit paient des taxes et des impôts, mais on estime que le coût de la vie y est 70% plus élevé qu'au sud de la province.

**Un territoire marqué par son histoire**

Dans la foulée de la Révolution tranquille, le premier ministre Robert Bourassa a annoncé le projet hydroélectrique de la Baie-James. En plus d'entraîner des retombées économiques importantes dont la création d'emplois, ce projet d'envergure a mis le Nord du Québec sur la carte et a entraîné, en 1975, la signature de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* par les gouvernements fédéral et provincial, les Inuit et les Cris de la Baie James.

La signature de la Convention a donné un statut juridique et politique particulier au Nunavik. Par exemple, les Inuit ont reçu des compensations pour l'extinction de leurs droits et l'impact du projet de la Baie-James ainsi que pour l'établissement de nouveaux régimes des terres, des ressources et d'évaluation environnementale.

C'est dans ce contexte que la Société Makivik a vu le jour. Son mandat est de gérer les fonds de compensations, de stimuler le développement économique, de voir à la création et au financement d'industries appartenant aux Inuit, et de promouvoir le bien-être, le progrès et l'éducation des Inuit du Nunavik.

Collectivité de Salluit, Nunavik

La Convention a aussi établi un système de gouvernance unique basé sur la création de 14 municipalités et de trois institutions à caractère publique desservant tous les résidants du Nunavik, Inuit et non-Inuit, soit la Commission scolaire Kativik (www.kativik.qc.ca), la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik (www.rrsss17.gouv.ac.ca) et l'Administration régionale Kativik (www.krg.ca).

En 2007, une entente prévoyant la création d'un gouvernement régional du Nunavik a été signée par le premier ministre du Québec, le ministre québécois aux Affaires autochtones, le ministre des Affaires indiennes et du Nord du Canada et le président de la Société Makivik, Pita Aatami.

**Un peuple novateur**

Les Inuit du Nunavik ont subi d'énormes bouleversements depuis les dernières décennies, dont la militarisation de l'Arctique lors de la Seconde guerre mondiale et de la Guerre froide, de même que le passage d'une vie nomade à une vie sédentaire.

Malgré ces nombreux enjeux, les Inuit ont su se doter d'une gouvernance et reprendre un certain contrôle de leur propre territoire. Ils sont désormais forts de plusieurs succès, mais font face à de nombreux défis sociaux.

Les Inuit ont toujours démontré une grande capacité d'adaptation, ce qui leur permet aujourd'hui de mieux faire face aux défis actuels. Le gouvernement régional du Nunavik sera adapté aux besoins uniques de cette région tout en respectant les cadres juridiques de l'Assemblée nationale du Québec et du Parlement du Canada.

Pour plus d'information sur la Société Makivik et le gouvernement régional du Nunavik, veuillez consulter respectivement les sites Web www.makivik.org et www.nunavikgovernment.ca.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES ET LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DU CANADA :

1-800-O-CANADA (1-800-622-6232)
ATS : 1-800-465-7735
Internet : www.canada.gc.ca

Centres d'accès Service Canada

ISSN no. 1710-2596
AAFC no. 11176B
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2010

Horizon rural est une publication annuelle de l'Équipe rurale du Québec pour les citoyens des régions rurales et nordiques.

L'Équipe rurale est constituée de représentants de ministères fédéraux et d'organisations clés oeuvrant en ruralité au Québec. Son travail consiste à créer des partenariats afin de mobiliser les intervenants des différentes régions de la province pour les questions touchant les collectivités rurales.

www.rural.gc.ca

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous voulez recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous à :

Isabelle Lamontagne
Secrétariat rural et aux coopératives
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4
Québec, (Québec) G1K 4K1
isabelle.lamontagne@agr.gc.ca

Canada

# Le Nunavik: une région à découvrir!

Situé au nord du 55e parallèle, le Nunavik est une région encore fort méconnue de la majorité des Québécois.

C'est en 1912 que ce territoire a été transféré au Québec. Auparavant, le Nunavik était sous la juridiction du gouvernement fédéral et faisait partie des Territoires du Nord-Ouest. En signant cette entente, le Québec s'est engagé à reconnaître et à négocier les droits des Inuit sur ce territoire.

Le Nunavik compte plus de 11 000 habitants, dont 90% sont des Inuit répartis dans 14 collectivités situées le long de la baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava, où se trouve la capitale régionale, Kuujjuaq. Puisque aucune route ne relie ces collectivités, les seuls moyens de transport sont l'avion et la desserte pendant les mois d'été.

L'économie est basée sur les activités traditionnelles de subsistance, les services gouvernementaux et paragouvernementaux, les activités de transport, les mines, le tourisme et l'art inuit. Tout comme les autres Québécois, les Inuit paient des taxes et des impôts, mais on estime que le coût de la vie y est 70% plus élevé qu'au sud de la province.

**Un territoire marqué par son histoire**

Dans la foulée de la Révolution tranquille, le premier ministre Robert Bourassa a annoncé le projet hydroélectrique de la Baie-James. En plus d'entraîner des retombées économiques importantes dont la création d'emplois, ce projet d'envergure a mis le Nord du Québec sur la carte et a entraîné, en 1975, la signature de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* par les gouvernements fédéral et provincial, les Inuit et les Cris de la Baie James.

La signature de la Convention a donné un statut juridique et politique particulier au Nunavik. Par exemple, les Inuit ont reçu des compensations pour l'extinction de leurs droits et l'impact du projet de la Baie-James ainsi que pour l'établissement de nouveaux régimes des terres, des ressources et d'évaluation environnementale.

C'est dans ce contexte que la Société Makivik a vu le jour. Son mandat est de gérer les fonds de compensations, de stimuler le développement économique, de voir à la création et au financement d'industries appartenant aux Inuit, et de promouvoir le bien-être, le progrès et l'éducation des Inuit du Nunavik.

Collectivité de Salluit, Nunavik

La Convention a aussi établi un système de gouvernance unique basé sur la création de 14 municipalités et de trois institutions à caractère publique desservant tous les résidants du Nunavik, Inuit et non-Inuit, soit la Commission scolaire Kativik (www.kativik.qc.ca), la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik (www.rrsss17.gouv.ac.ca) et l'Administration régionale Kativik (www.krg.ca).

En 2007, une entente prévoyant la création d'un gouvernement régional du Nunavik a été signée par le premier ministre du Québec, le ministre québécois aux Affaires autochtones, le ministre des Affaires indiennes et du Nord du Canada et le président de la Société Makivik, Pita Aatami.

**Un peuple novateur**

Les Inuit du Nunavik ont subi d'énormes bouleversements depuis les dernières décennies, dont la militarisation de l'Arctique lors de la Seconde guerre mondiale et de la Guerre froide, de même que le passage d'une vie nomade à une vie sédentaire.

Malgré ces nombreux enjeux, les Inuit ont su se doter d'une gouvernance et reprendre un certain contrôle de leur propre territoire. Ils sont désormais forts de plusieurs succès, mais font face à de nombreux défis sociaux.

Les Inuit ont toujours démontré une grande capacité d'adaptation, ce qui leur permet aujourd'hui de mieux faire face aux défis actuels. Le gouvernement régional du Nunavik sera adapté aux besoins uniques de cette région tout en respectant les cadres juridiques de l'Assemblée nationale du Québec et du Parlement du Canada.

Pour plus d'information sur la Société Makivik et le gouvernement régional du Nunavik, veuillez consulter respectivement les sites Web www.makivik.org et www.nunavikgovernment.ca.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES ET LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DU CANADA :

1-800-O-CANADA (1-800-622-6232)
ATS : 1-800-465-7735
Internet : www.canada.gc.ca

Centres d'accès Service Canada

ISSN no. 1710-2596
AAFC no. 11176B
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2010

Horizon rural est une publication annuelle de l'Équipe rurale du Québec pour les citoyens des régions rurales et nordiques.

L'Équipe rurale est constituée de représentants de ministères fédéraux et d'organisations clés oeuvrant en ruralité au Québec. Son travail consiste à créer des partenariats afin de mobiliser les intervenants des différentes régions de la province pour les questions touchant les collectivités rurales.

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous voulez recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous à :

Isabelle Lamontagne
Secrétariat rural et aux coopératives
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4
Québec, (Québec) G1K 4K1
isabelle.lamontagne@agr.gc.ca



www.rural.gc.ca

Canada

Agriculture and Agri-Food Canada | Agriculture et Agroalimentaire Canada

# Rural Horizon

Canada's Rural Partnership | Rural Team Quebec Spring 2010

## The CONTACT co-op: facing the future

**Coopérative Nature Tourisme Aventure Connecté à la Terre (CONTACT)**
The CONTACT co-op is the story of Gaspé Peninsula youth who rolled up their sleeves and got to work to set things in motion in their region. In the beginning, the co-operative was established to offer people employment in the municipality of Bonaventure. Due to the closures of several businesses in the Gaspé Peninsula, members were seeking ways to battle the resulting economic crisis. They founded CONTACT as a solidarity co-operative with a goal of reviving the local economy and to turn the tide of residents leaving in search of work. These promoters had a true passion for their community – a passion that led them to find solutions to prevent their community from further decline.

The solidarity co-operative led to a more ambitious dream. Why not make CONTACT a social project that will ensure the future of the region in the long-term? The five founding members worked relentlessly, evenings and weekends, to make their dream come true by transforming CONTACT into a sustainable development laboratory.

Since March 2008, the cooperative has had new goals – defining 'sustainable development laboratory'. A committee of researchers is working to find ways to make rural communities viable in the long term. Another group is looking into implementing a rural village of the future! This is a tourism site where a modern, quality of life and ecology merge to show visitors the possibilities of the rural world.

The final goal is to showcase the region's natural resources. Currently, one group offers and develops ecological construction products such as rustic ramps, wooden gutters and larch roofing, to name a few.

CONTACT is a perfect regional example of an area that has taken control to ensure its future. Upward of 40 communities on the Gaspé Peninsula benefit from this innovative initiative, proof that you have to believe in your dreams to change the world!

For more information, visit www.contactfutur.com.

## In this issue

The CONTACT co-op: facing the future....1
2012: International Year of Co-operatives....1
Interactive mapping of community services: two success stories....2
Your Community, Your Information....2
Rural Public Transit: Hop On!....3
Improved Access to Health Care....3
Nunavik: a region to discover....4

## 2012: International Year of Co-operatives

From left to right: Ms. Carol Hunter, Executive Director of the Canadian Co-operative Association, Ms. Marthe Hamelin, President of the *Conseil canadien de la cooperation et de la mutualité*, and the Honourable Jean-Pierre Blackburn, Minister of Veterans Affairs and Minister of State (Agriculture).

The United Nations General Assembly recently adopted a resolution on the role of co-operatives in social development. The Honourable Jean-Pierre Blackburn, Minister of Veterans Affairs and Minister of State (Agriculture) already expressed Canada's support for this resolution which proclaims 2012 the International Year of Co-operatives. As Minister responsible of rural and co-operative development, Minister Blackburn hopes this initiative will foster greater recognition of the co-operative movement.

For more information on the International Year of Co-operatives in Canada, visit www.coop.gc.ca.

Canada

Agriculture and Agri-Food Canada | Agriculture et Agroalimentaire Canada

# Rural Horizon

Canada's Rural Partnership | Rural Team Quebec Spring 2010

## The CONTACT co-op: facing the future

**Coopérative Nature Tourisme Aventure Connecté à la Terre (CONTACT)**
The CONTACT co-op is the story of Gaspé Peninsula youth who rolled up their sleeves and got to work to set things in motion in their region. In the beginning, the co-operative was established to offer people employment in the municipality of Bonaventure. Due to the closures of several businesses in the Gaspé Peninsula, members were seeking ways to battle the resulting economic crisis. They founded CONTACT as a solidarity co-operative with a goal of reviving the local economy and to turn the tide of residents leaving in search of work. These promoters had a true passion for their community – a passion that led them to find solutions to prevent their community from further decline.

The solidarity co-operative led to a more ambitious dream. Why not make CONTACT a social project that will ensure the future of the region in the long-term? The five founding members worked relentlessly, evenings and weekends, to make their dream come true by transforming CONTACT into a sustainable development laboratory.

Since March 2008, the cooperative has had new goals – defining 'sustainable development laboratory'. A committee of researchers is working to find ways to make rural communities viable in the long term. Another group is looking into implementing a rural village of the future! This is a tourism site where a modern, quality of life and ecology merge to show visitors the possibilities of the rural world.

The final goal is to showcase the region's natural resources. Currently, one group offers and develops ecological construction products such as rustic ramps, wooden gutters and larch roofing, to name a few.

CONTACT is a perfect regional example of an area that has taken control to ensure its future. Upward of 40 communities on the Gaspé Peninsula benefit from this innovative initiative, proof that you have to believe in your dreams to change the world!

For more information, visit www.contactfutur.com.

## In this issue

The CONTACT co-op: facing the future....1
2012: International Year of Co-operatives....1
Interactive mapping of community services: two success stories....2
Your Community, Your Information....2
Rural Public Transit: Hop On!....3
Improved Access to Health Care....3
Nunavik: a region to discover....4

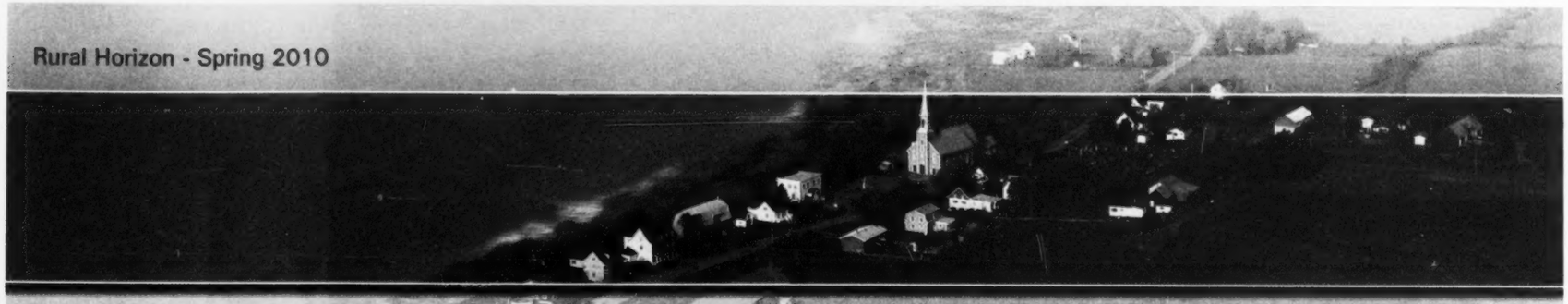
## 2012: International Year of Co-operatives

From left to right: Ms. Carol Hunter, Executive Director of the Canadian Co-operative Association, Ms. Marthe Hamelin, President of the *Conseil canadien de la cooperation et de la mutualité*, and the Honourable Jean-Pierre Blackburn, Minister of Veterans Affairs and Minister of State (Agriculture).

The United Nations General Assembly recently adopted a resolution on the role of co-operatives in social development. The Honourable Jean-Pierre Blackburn, Minister of Veterans Affairs and Minister of State (Agriculture) already expressed Canada's support for this resolution which proclaims 2012 the International Year of Co-operatives. As Minister responsible of rural and co-operative development, Minister Blackburn hopes this initiative will foster greater recognition of the co-operative movement.

For more information on the International Year of Co-operatives in Canada, visit www.coop.gc.ca.

Canada



# Interactive mapping of community services: two success stories

Although they are hundreds of kilometres away from each other, Cree communities in northern Quebec and a watershed management organization in the Estrie region have similar needs: to enhance their knowledge of available resources on their lands in order to manage them better. To do this, they developed an interactive mapping tool that is accessible from their respective websites.

**Tourisme Eeyou Istchee Tourism**
The nine Cree communities on Eeyou Itschee land needed to find solutions to problems regarding land usage, particular in the areas of forestry, mining and hydroelectric development.

It became important to collect all available information and make it accessible to community members. To do this, the Cree Nations implemented a user-friendly Web GeoPortal (creetourism.ca) offering geospatial information to Cree communities. They use it in their planning activities, decision-making process, discussions, and research on resource management and tourism development. The portal uses digital mapping data from the GeoBase, a federal-provincial initiative that provides up-to-date mapping data, available at no cost and without user restrictions.

*Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François* **(COGESAF)**
The *"Portail de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François : à la confluence de l'information et de l'action"* project is one that COGESAF has long dreamt about.

To accomplish it, COGESAF used data from the GeoBase National Hydro Network to develop interactive watershed mapping. This visual tool can be used to illustrate the water system, water quality data, watershed boundaries and administrative boundaries.

A project such as this brings people together as it enables elected municipal officials, farmers, foresters, researchers, business people and the public to tap into an up-to-date picture of their watersheds. Additional Quebec watershed organizations can also benefit from the COGESAF team's expertise regarding their regional needs.

**GeoBase**
GeoBase is a federal, provincial and territorial government initiative sponsored by the Canadian Council on Geomatics (CCOG). To complete their project, the Cree communities and COGESAF received funding from GeoConnections, a national partnership program managed by Natural Resources Canada.

## For more information:

GeoBase: www.geobase.ca

GeoConnections: www.geoconnections.org/

COGESAF: http://www.cogesaf.qc.ca/

Eeyou Istchee Tourism: Creetourism.ca

Natural Resources Canada
(Centre for Topographic Information, Sherbrooke): www.cits.rncan.gc.ca

# Your Community, Your Information

Whether you're developing a community initiative, starting a business or studying a region's economic potential, statistical data is a must.

Every five years, the census enables Statistics Canada to collect a variety of information on Canadian society. The Community Information Database (CID) is a free Internet-based tool that can be used to synthesize information from the 1996, 2001 and 2006 censuses. It also have the potential to bring together other sources of data, including a community's own data. With the aid of tables, it enables users to paint a picture of our communities' regional assets and learn more about their social, economic and cultural diversity.

This simplified access is offered to everyone – from researchers looking for demographic statistics to farmers searching for reliable markets and economic development officers working on strategic planning in communities whose economies depend on natural resources.

One non-profit organization supporting community economic development and employability in Quebec's English-speaking communities is also using this tool to paint a picture of the province's regions.

"The Community Information Database enables us to paint a socio-economic picture of a region in the blink of an eye and to familiarize ourselves with the main characteristics of an English-speaking community while also providing ourselves with a broader perspective," said Grant Myers, Provincial Development Officer with the Community Table.

"This tool enables us to create easy-to-understand graphics and maps and share them with the organizations with which we work," he added.

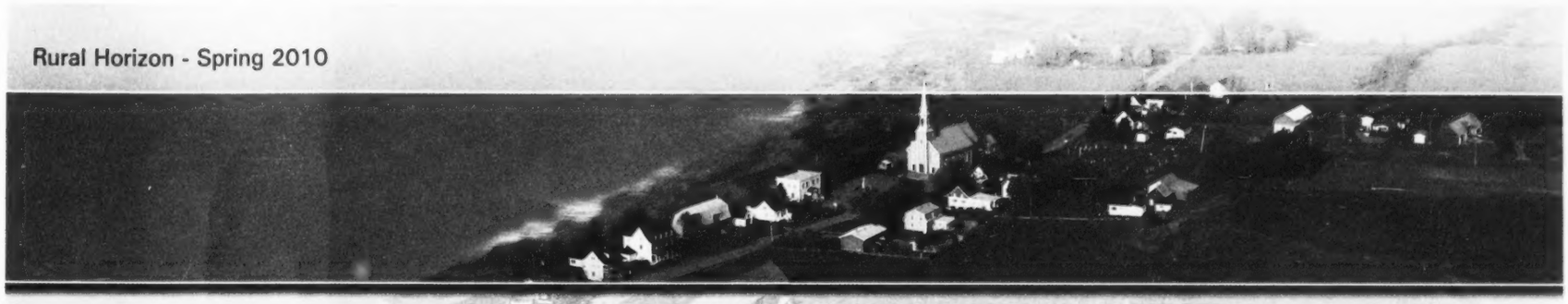
Community Table has multiple points of contact throughout Quebec known as CEDECs (Community Economic Development and Employability Committees). CEDECs encourage communities to develop their economic potential but that requires knowledge of statistics such as education levels, employment rate, average income, and the identification of major industrialized regions.

Whether for contributing to the Îles-de-la-Madeleine tourism industry or organizing a motorcycle festival in a community in the Outaouais region, the Community Table and its CEDECs need every resource available.

"We do not have the human resources nor the money required for conducting detailed statistical studies; we therefore prefer to use already-existing tools such as the CID," Myers said. "When we provide citizens with statistics and the necessary tools for understanding them, we are giving them the power to take charge."

The CID was developed by Canada's Rural Partnership in partnership with provincial, territorial and community partners. This tool is accessible free of charge at www.cid-bdc.ca.

For more information about Community Table and its Community Economic Development and Employability Committees, visit www.cedec.ca.



# Interactive mapping of community services: two success stories

Although they are hundreds of kilometres away from each other, Cree communities in northern Quebec and a watershed management organization in the Estrie region have similar needs: to enhance their knowledge of available resources on their lands in order to manage them better. To do this, they developed an interactive mapping tool that is accessible from their respective websites.

**Tourisme Eeyou Istchee Tourism**
The nine Cree communities on Eeyou Itschee land needed to find solutions to problems regarding land usage, particular in the areas of forestry, mining and hydroelectric development.

It became important to collect all available information and make it accessible to community members. To do this, the Cree Nations implemented a user-friendly Web GeoPortal (creetourism.ca) offering geospatial information to Cree communities. They use it in their planning activities, decision-making process, discussions, and research on resource management and tourism development. The portal uses digital mapping data from the GeoBase, a federal-provincial initiative that provides up-to-date mapping data, available at no cost and without user restrictions.

*Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François* **(COGESAF)**
The *"Portail de l'eau du bassin versant de la rivière Saint-François : à la confluence de l'information et de l'action"* project is one that COGESAF has long dreamt about.

To accomplish it, COGESAF used data from the GeoBase National Hydro Network to develop interactive watershed mapping. This visual tool can be used to illustrate the water system, water quality data, watershed boundaries and administrative boundaries.

A project such as this brings people together as it enables elected municipal officials, farmers, foresters, researchers, business people and the public to tap into an up-to-date picture of their watersheds. Additional Quebec watershed organizations can also benefit from the COGESAF team's expertise regarding their regional needs.

**GeoBase**
GeoBase is a federal, provincial and territorial government initiative sponsored by the Canadian Council on Geomatics (CCOG). To complete their project, the Cree communities and COGESAF received funding from GeoConnections, a national partnership program managed by Natural Resources Canada.

## For more information:

GeoBase: www.geobase.ca

GeoConnections: www.geoconnections.org/

COGESAF: http://www.cogesaf.qc.ca/

Eeyou Istchee Tourism: Creetourism.ca

Natural Resources Canada
(Centre for Topographic Information, Sherbrooke): www.cits.rncan.gc.ca

# Your Community, Your Information

Whether you're developing a community initiative, starting a business or studying a region's economic potential, statistical data is a must.

Every five years, the census enables Statistics Canada to collect a variety of information on Canadian society. The Community Information Database (CID) is a free Internet-based tool that can be used to synthesize information from the 1996, 2001 and 2006 censuses. It also have the potential to bring together other sources of data, including a community's own data. With the aid of tables, it enables users to paint a picture of our communities' regional assets and learn more about their social, economic and cultural diversity.

This simplified access is offered to everyone – from researchers looking for demographic statistics to farmers searching for reliable markets and economic development officers working on strategic planning in communities whose economies depend on natural resources.

One non-profit organization supporting community economic development and employability in Quebec's English-speaking communities is also using this tool to paint a picture of the province's regions.

"The Community Information Database enables us to paint a socio-economic picture of a region in the blink of an eye and to familiarize ourselves with the main characteristics of an English-speaking community while also providing ourselves with a broader perspective," said Grant Myers, Provincial Development Officer with the Community Table.

"This tool enables us to create easy-to-understand graphics and maps and share them with the organizations with which we work," he added.

Community Table has multiple points of contact throughout Quebec known as CEDECs (Community Economic Development and Employability Committees). CEDECs encourage communities to develop their economic potential but that requires knowledge of statistics such as education levels, employment rate, average income, and the identification of major industrialized regions.

Whether for contributing to the Îles-de-la-Madeleine tourism industry or organizing a motorcycle festival in a community in the Outaouais region, the Community Table and its CEDECs need every resource available.

"We do not have the human resources nor the money required for conducting detailed statistical studies; we therefore prefer to use already-existing tools such as the CID," Myers said. "When we provide citizens with statistics and the necessary tools for understanding them, we are giving them the power to take charge."

The CID was developed by Canada's Rural Partnership in partnership with provincial, territorial and community partners. This tool is accessible free of charge at www.cid-bdc.ca.

For more information about Community Table and its Community Economic Development and Employability Committees, visit www.cedec.ca.

# Rural Public Transit: Hop On!

Rural public transit continues to grow in popularity. Growth in this area means citizens stand to benefit as they can take advantage of services in their regions and neighbouring districts. In Quebec alone, there are 66 rural public transit organizations in as many communities.

Proponents of rural public transit organizations have established partnerships with existing transportation services as it enables them to negotiate lower fares. Originally created to meet the critical needs of seniors who needed to get to health care facilities, today's public transit also caters to students who have to travel to sporting activities; others to work.

The *Association des transports collectifs ruraux du Québec* was created in 2003 to organize public transit services across the province and to support regional organizations.

Association President Micheline Verreault founded the first public transit organization when she created Transport ajusté 2000 in the community of Matane.

"Many people have taken our model and given it their regional flavour to meet the specific needs of their municipality's population," she says.

That is also the case with the *Corporation de transports collectifs* of Maskinongé, which just celebrated its fifth anniversary.

"This type of project has to come from the community," says General Manager Valérie Bellerose, "It took about three years of preparation to get Maskinongé's public transit corporation started."

Since its inception, the Maskinongé corporation has welcomed more than 350 members, 170 of whom are still active.

"We have a decentralized clientele. People use our services when their car breaks down or when they are stuck," explains Bellerose.

## Getting Off to a Good Start

Although transportation is a provincial jurisdiction, Transport Canada is committed to documenting public transit projects.

Among some of its initiatives, Transport Canada has set up the Moving on Sustainable Transportation program to support projects that contain education, awareness and analytical tools needed to make sustainable transportation a reality.

The ecoMOBILITY program is another initiative that aims to reduce greenhouse gas emissions and air pollution by opting for cleaner and greener transportation. Such environmentally friendly transportation is synonymous with rural public transit. This program seeks to contribute to local transportation demand management initiatives and to improve the ability of professionals and decision makers to implement these approaches.

Under this program, a best practices guide entitled *"Improving Travel Options in Small and Rural Communities"* was published for practitioners who want to identify, evaluate, develop and implement sustainable transportation options.

For more information on these programs, please consult Transport Canada's website: www.tc.gc.ca.

# Improved Access to Health Care

Quebec's minority Anglophone community numbers almost a million people spread over many regions. For example, some 10 per cent of the population of the Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine region is Anglophone. Health Canada is working to help this community gain access to English-speaking health services.

Health Canada is funding many projects managed by the *Réseau communautaire de santé et de services sociaux* (RCSSS). The Networking and Partnership Initiative and the Community Public Health Initiative are two examples of what can be accomplished in rural communities.

The Networking and Partnership Initiative was developed to help Quebec's English-language minority communities maintain and improve access to health care and social services. Eighteen community networks are currently receiving funding. Organizations such as the North Shore Community Association, the Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda and the Council for Anglophone Magdalen Islanders are participating in this project.

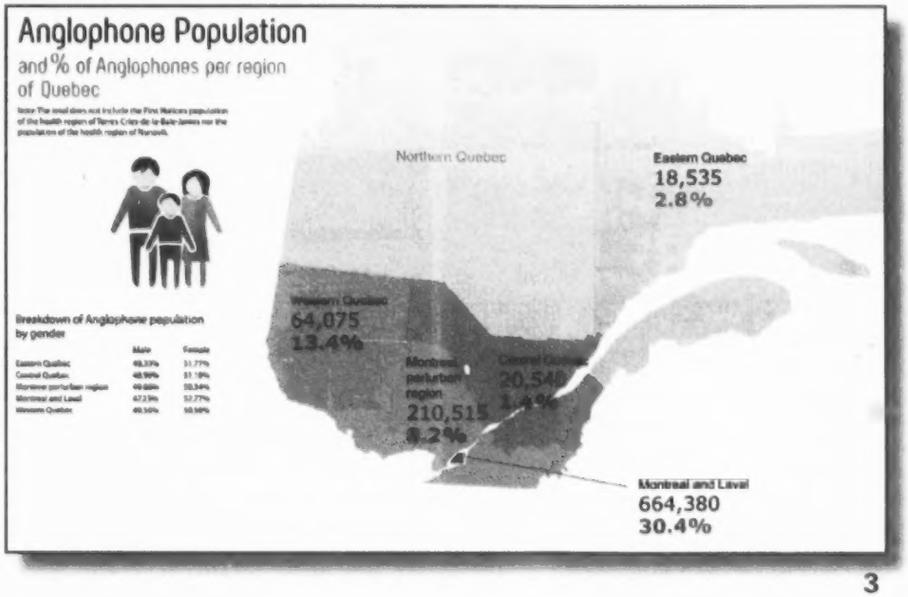
The groups are helping minority communities to develop partnership within the health and social services system. They are also responsible for creating, managing and implementing health promotion initiatives in their respective regions.

The goal of the Community Public Health Initiative is to have Anglophone communities become more aware of the public health programs offered in their regions and to forge ties between the community and public health professionals. For 2009–2010, 14 initiatives spread out over 11 Quebec regions have been implemented.

One such initiative was carried out in the Estrie and Montérégie regions by the Townshippers' Association. The project's goal was to produce a show in the "We Can Act" trilogy: an amusing show with health care and social services as its theme.

This musical play, produced in consultation with health care and social services providers, provides information on the contribution of community members to the development of partnerships.

For more information on projects in your region, please contact the Official Language Community Development Bureau at 613-957-8987.



# Rural Public Transit: Hop On!

Rural public transit continues to grow in popularity. Growth in this area means citizens stand to benefit as they can take advantage of services in their regions and neighbouring districts. In Quebec alone, there are 66 rural public transit organizations in as many communities.

Proponents of rural public transit organizations have established partnerships with existing transportation services as it enables them to negotiate lower fares. Originally created to meet the critical needs of seniors who needed to get to health care facilities, today's public transit also caters to students who have to travel to sporting activities; others to work.

The *Association des transports collectifs ruraux du Québec* was created in 2003 to organize public transit services across the province and to support regional organizations.

Association President Micheline Verreault founded the first public transit organization when she created Transport ajusté 2000 in the community of Matane.

"Many people have taken our model and given it their regional flavour to meet the specific needs of their municipality's population," she says.

That is also the case with the *Corporation de transports collectifs* of Maskinongé, which just celebrated its fifth anniversary.

"This type of project has to come from the community," says General Manager Valérie Bellerose, "It took about three years of preparation to get Maskinongé's public transit corporation started."

Since its inception, the Maskinongé corporation has welcomed more than 350 members, 170 of whom are still active.

"We have a decentralized clientele. People use our services when their car breaks down or when they are stuck," explains Bellerose.

## Getting Off to a Good Start

Although transportation is a provincial jurisdiction, Transport Canada is committed to documenting public transit projects.

Among some of its initiatives, Transport Canada has set up the Moving on Sustainable Transportation program to support projects that contain education, awareness and analytical tools needed to make sustainable transportation a reality.

The ecoMOBILITY program is another initiative that aims to reduce greenhouse gas emissions and air pollution by opting for cleaner and greener transportation. Such environmentally friendly transportation is synonymous with rural public transit. This program seeks to contribute to local transportation demand management initiatives and to improve the ability of professionals and decision makers to implement these approaches.

Under this program, a best practices guide entitled *"Improving Travel Options in Small and Rural Communities"* was published for practitioners who want to identify, evaluate, develop and implement sustainable transportation options.

For more information on these programs, please consult Transport Canada's website: www.tc.gc.ca.

# Improved Access to Health Care

Quebec's minority Anglophone community numbers almost a million people spread over many regions. For example, some 10 per cent of the population of the Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine region is Anglophone. Health Canada is working to help this community gain access to English-speaking health services.

Health Canada is funding many projects managed by the *Réseau communautaire de santé et de services sociaux* (RCSSS). The Networking and Partnership Initiative and the Community Public Health Initiative are two examples of what can be accomplished in rural communities.

The Networking and Partnership Initiative was developed to help Quebec's English-language minority communities maintain and improve access to health care and social services. Eighteen community networks are currently receiving funding. Organizations such as the North Shore Community Association, the Neighbours Regional Association of Rouyn-Noranda and the Council for Anglophone Magdalen Islanders are participating in this project.

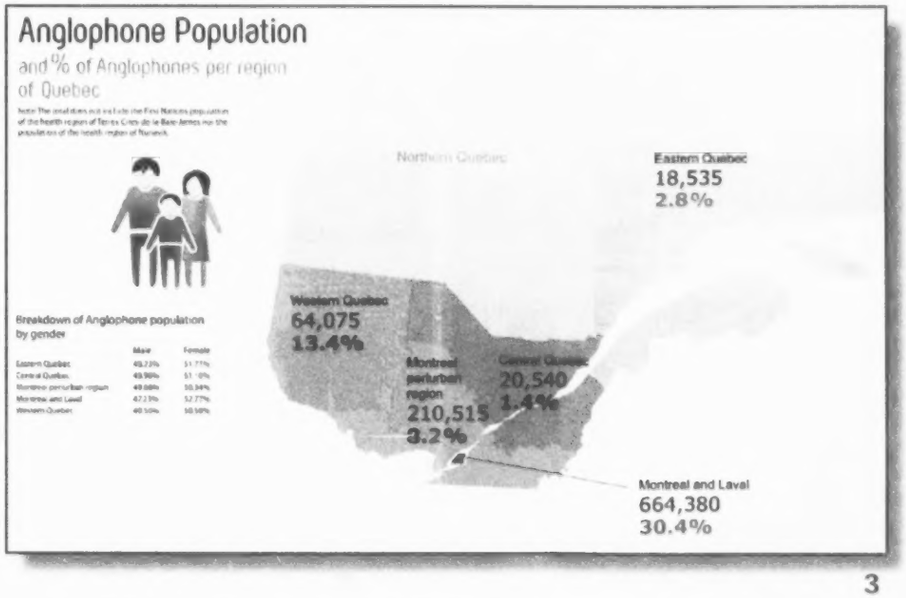
The groups are helping minority communities to develop partnership within the health and social services system. They are also responsible for creating, managing and implementing health promotion initiatives in their respective regions.

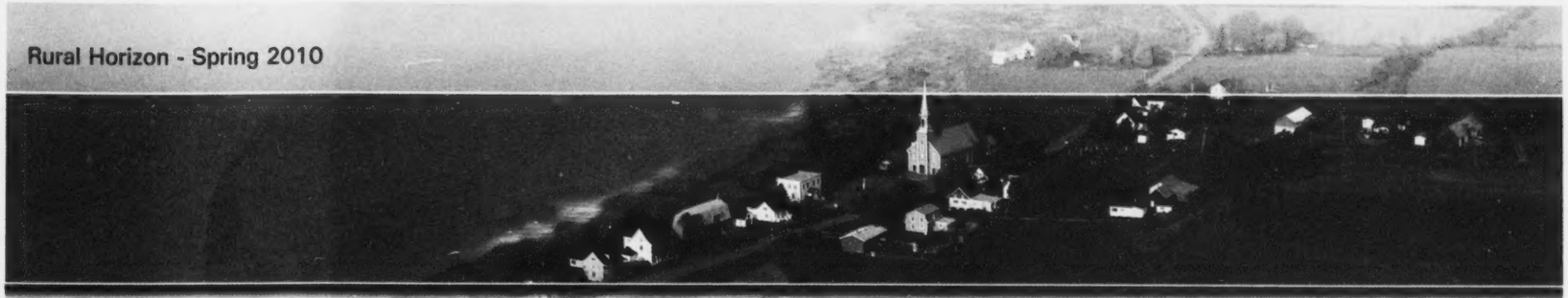
The goal of the Community Public Health Initiative is to have Anglophone communities become more aware of the public health programs offered in their regions and to forge ties between the community and public health professionals. For 2009–2010, 14 initiatives spread out over 11 Quebec regions have been implemented.

One such initiative was carried out in the Estrie and Montérégie regions by the Townshippers' Association. The project's goal was to produce a show in the "We Can Act" trilogy: an amusing show with health care and social services as its theme.

This musical play, produced in consultation with health care and social services providers, provides information on the contribution of community members to the development of partnerships.

For more information on projects in your region, please contact the Official Language Community Development Bureau at 613-957-8987.





# Nunavik: a region to discover

Located north of the 55th parallel, Nunavik is a region that is largely overlooked by the majority of Quebeckers.

The area was transferred to Quebec in 1912. Until then, Nunavik was under the jurisdiction of the federal government as part of the Northwest Territories. By signing this agreement, Quebec promised to acknowledge and negotiate the rights of the Inuit to this land.

Nunavik has a population of more than 11,000 people – 90 per cent of whom are Inuit living in 14 communities along the coasts of Hudson Bay, Hudson Strait and Ungava Bay – where the regional capital of Kuujjuaq is located. No roads connect these communities so the only means of transportation are by air and water transport during the summer.

The economy is based on traditional survival activities, government and paragovernment services, transportation operations, mining, tourism and Inuit art. Like other Quebeckers, the Inuit pay taxes, but it is estimated that the cost of living is 70 per cent higher than in the southern regions.

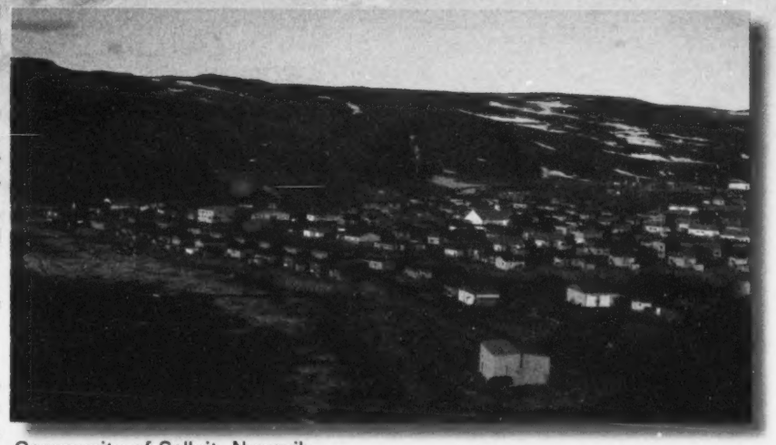
**A territory marked by its history**

In the wake of the Quiet Revolution, Premier Robert Bourassa announced the James Bay hydroelectric project. In addition to creating significant economic spin-offs, namely jobs, this major project put Northern Quebec on the map. It also led to the 1975 signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement by the federal and provincial governments, the Inuit and the James Bay Cree.

This Agreement granted Nunavik special legal and political status. The Inuit received compensation for the termination of their rights and for the James Bay project and established new land, resource and environmental assessments.

The Makivik Corporation was born within this context. Its mandate is to administer compensation funds, further economic development, support the creation and financing of Inuit industries, and promote the well being, progress and education of the Inuit.

The Agreement also established a governance system based on the creation of 14 municipalities and three public institutions. These serve all Inuit and non-Inuit residents. The institutions are the Kativik School Board (www.kativik.qc.ca), the Nunavik Regional Board of Health and Social Services (www.rrsss17.gouv.ac.ca) and the Kativik Regional Government (www.krg.ca).



Community of Salluit, Nunavik

In 2007, a new agreement establishing the Nunavik Regional Government was signed by the Premier of Quebec, Quebec's Minister for Aboriginal Affairs, the Minister of Indian Affairs and Northern Development Canada and the President of the Makivik Corporation.

**Innovative people**

The Inuit of Nunavik have undergone tremendous upheaval over the past decades, including the militarization of the Arctic during the Second World War and Cold War and the change from a nomadic to a settled lifestyle.

Despite this, the Inuit have been able to develop a governance structure and regain some degree of control over their own territory. They will be able to move forward with success but they must deal with many social challenges.

The Inuit have always shown a great capacity to adapt and it is this ability that will enable them to better deal with current challenges. The Nunavik Regional Government will be tailored to the needs of this region while respecting the legal frameworks of the National Assembly of Quebec and the Parliament of Canada.

For more information on the Makivik Corporation and the Nunavik Regional Government, please visit the following websites, respectively: www.makivik.org and www.nunavikgovernment.ca.

FOR INFORMATION ON GOVERNMENT OF CANADA PROGRAMS AND SERVICES:

Phone: 1-800-O-CANADA
(1-800-622-6232)
TTY/TDD: 1-800-465-7735

Web: www.canada.gc.ca

Service Canada Access Centres

ISSN no. 1710-2596
AAFC no. 11176B
© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

*Rural Horizon* is an annual publication of Rural Team Quebec and is produced for residents living in rural and remote communities.

The team consists of representatives from federal departments and key organizations working on rural issues in Quebec. The Rural Team works to create partnerships to mobilize stakeholders in Quebec's various regions around issues affecting their rural communities.

If you have a story idea, comment, or would like to receive a copy of this newsletter, contact Isabelle Lamontagne, Managing Editor of the Rural Horizon at:

Isabelle Lamontagne
Rural and Co-operatives Secretariat
Room 350-4, 901 Cap-Diamant Street
Quebec, QC G1K 4K1
isabelle.lamontagne@agr.gc.ca

**www.rural.gc.ca**

Canada

# Nunavik: a region to discover

Located north of the 55th parallel, Nunavik is a region that is largely overlooked by the majority of Quebeckers.

The area was transferred to Quebec in 1912. Until then, Nunavik was under the jurisdiction of the federal government as part of the Northwest Territories. By signing this agreement, Quebec promised to acknowledge and negotiate the rights of the Inuit to this land.

Nunavik has a population of more than 11,000 people – 90 per cent of whom are Inuit living in 14 communities along the coasts of Hudson Bay, Hudson Strait and Ungava Bay – where the regional capital of Kuujjuaq is located. No roads connect these communities so the only means of transportation are by air and water transport during the summer.

The economy is based on traditional survival activities, government and paragovernment services, transportation operations, mining, tourism and Inuit art. Like other Quebeckers, the Inuit pay taxes, but it is estimated that the cost of living is 70 per cent higher than in the southern regions.

**A territory marked by its history**

In the wake of the Quiet Revolution, Premier Robert Bourassa announced the James Bay hydroelectric project. In addition to creating significant economic spin-offs, namely jobs, this major project put Northern Quebec on the map. It also led to the 1975 signing of the James Bay and Northern Quebec Agreement by the federal and provincial governments, the Inuit and the James Bay Cree.

This Agreement granted Nunavik special legal and political status. The Inuit received compensation for the termination of their rights and for the James Bay project and established new land, resource and environmental assessments.

The Makivik Corporation was born within this context. Its mandate is to administer compensation funds, further economic development, support the creation and financing of Inuit industries, and promote the well being, progress and education of the Inuit.

The Agreement also established a governance system based on the creation of 14 municipalities and three public institutions. These serve all Inuit and non-Inuit residents. The institutions are the Kativik School Board (www.kativik.qc.ca), the Nunavik Regional Board of Health and Social Services (www.rrsss17.gouv.ac.ca) and the Kativik Regional Government (www.krg.ca).

Community of Salluit, Nunavik

In 2007, a new agreement establishing the Nunavik Regional Government was signed by the Premier of Quebec, Quebec's Minister for Aboriginal Affairs, the Minister of Indian Affairs and Northern Development Canada and the President of the Makivik Corporation.

**Innovative people**

The Inuit of Nunavik have undergone tremendous upheaval over the past decades, including the militarization of the Arctic during the Second World War and Cold War and the change from a nomadic to a settled lifestyle.

Despite this, the Inuit have been able to develop a governance structure and regain some degree of control over their own territory. They will be able to move forward with success but they must deal with many social challenges.

The Inuit have always shown a great capacity to adapt and it is this ability that will enable them to better deal with current challenges. The Nunavik Regional Government will be tailored to the needs of this region while respecting the legal frameworks of the National Assembly of Quebec and the Parliament of Canada.

For more information on the Makivik Corporation and the Nunavik Regional Government, please visit the following websites, respectively: www.makivik.org and www.nunavikgovernment.ca.

FOR INFORMATION ON GOVERNMENT OF CANADA PROGRAMS AND SERVICES:

Phone: 1-800-O-CANADA
(1-800-622-6232)
TTY/TDD: 1-800-465-7735

Web: www.canada.gc.ca

Service Canada Access Centres

*Rural Horizon* is an annual publication of Rural Team Quebec and is produced for residents living in rural and remote communities.

The team consists of representatives from federal departments and key organizations working on rural issues in Quebec. The Rural Team works to create partnerships to mobilize stakeholders in Quebec's various regions around issues affecting their rural communities.

If you have a story idea, comment, or would like to receive a copy of this newsletter, contact Isabelle Lamontagne, Managing Editor of the Rural Horizon at:

Isabelle Lamontagne
Rural and Co-operatives Secretariat
Room 350-4, 901 Cap-Diamant Street
Quebec, QC G1K 4K1
isabelle.lamontagne@agr.gc.ca

ISSN no. 1710-2596
AAFC no. 11176B
© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2010

**www.rural.gc.ca**

Canada